

<https://www.pressegauche.org/LE-CAPITALISME-DECONTENANCE>



# Le capitalisme décontenancé

- Politique québécoise - Politique -



Date de mise en ligne : mardi 22 septembre 2020

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Un rapide coup d'oeil rétrospectif sur les difficultés estivales me semble s'imposer. Il joue le rôle de la loupe sur les lamentations des entrepreneurs agricoles, propriétaires de fermes et de fermes qui produisent à grande échelle des légumes et des fruits (choux, laitues, carottes, etc.).**

Ils et elles se sont plaints que la PCU et la PCUE leur avaient beaucoup nui en les privant d'une main d'oeuvre agricole, les gens préférant selon eux profiter de la « manne » gouvernementale plutôt que de devoir offrir leurs services aux entrepreneurs. Sous-entendu : la « générosité » du gouvernement Trudeau à l'endroit des travailleurs et travailleuses soudain devenus chômeurs et chômeuses aurait incité ceux-ci à se prélasser chez eux aux frais des contribuables, dont pourtant ils et elles faisaient aussi partie avant de subir la dégringolade que l'on connaît.

Cette réaction met en relief un fait que bien peu d'observateurs et d'observatrices ont relevé : sans les employés et employées, les capitalistes se trouvent réduits à l'impuissance, malgré tout le fric dont ils disposent. Le pognon qu'ils détiennent ne signifie alors plus rien. La véritable tâche productive, celle qui valorise le capital, est assumée par les travailleurs et travailleuses.

Au sein du gouvernement caquiste et du patronat, on s'est apitoyé sur le sort, difficile il est vrai, des entreprises agricoles ; la mauvaise humeur y était palpable contre les sans emplois présumés « égoïstes » et « paresseux ». Mais ces groupes ne se préoccupent pas d'habitude du sort des travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi. Ils se voient trop eux-mêmes comme les « locomotives » du développement économique et social du Québec. De leur point de vue, la masse des travailleurs et travailleuses doit leur être reconnaissante de disposer d'un boulot, même si dans plusieurs cas il est mal rémunéré et parfois pénible.

Le gouvernement Legault a obstinément pour sa part refusé de hausser, même modestement, les prestations de la Sécurité du revenu, malgré la relative fermeture du marché de l'emploi, ce qui ne peut qu'aggraver la difficulté des prestataires à s'y replacer.

En terminant, je tiens à préciser qu'en tenant tous ces propos, je ne vise pas ce qui reste des petits agriculteurs qui exploitent une ferme familiale et dont on connaît les difficultés financières. Ils sont eux aussi victimes de la mondialisation capitaliste, de la concurrence déloyale des gros producteurs, ce qui pourrait faire l'objet d'une analyse révélatrice d'un spécialiste de la question...

Jean-François Delisle